

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Réserves de change: les réserves augmentent de + 6 Mds USD en mai à 3 101 Mds USD ; le RMB se déprécie de -2,5% en mai

Prix : l'indice des prix à la consommation poursuit en mai le rebond initié en mars, à 2,7%, la dynamique des prix à la production ralentit pour la première fois depuis 4 mois

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Finances publiques : le gouvernement relâche certaines conditions de financement des infrastructures pour stimuler l'investissement et la croissance

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banque : la PBoC offre des garanties pour les NCDs émis par la Bank of Jinzhou

Corruption : un directeur de la banque ICBC mis en examen par l'organisme anti-corruption

Ouverture financière : SWIFT a été autorisé à créer une filiale à part entière en Chine

Fintech : Ant Financial a créé une coentreprise contrôlée avec Vanguard visant à étendre ses activités dans la gestion d'actifs

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Commerce extérieur : nouvelle chute des importations chinoises en mai

Contrôle des exportations : la NDRC chargée de présenter de nouvelles mesures de contrôle des exportations au titre de la sécurité nationale

Relations UE-Chine : vingt-et-unième cycle de négociations pour l'Accord sur les investissements

Défense commerciale : relèvement drastique des droits anti-dumping chinois sur certains tubes et tuyaux en acier originaires de l'Union européenne et des États-Unis

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Economie numérique : banni d'Android, Huawei prépare son système d'exploitation autonome

Crédit social : le Premier ministre chinois, Li Keqiang, annonce l'accélération du déploiement du système de surveillance des entreprises

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Aéronautique : les activités d'Airbus se renforcent en Chine

Développement durable : lancement d'un programme de 16 villes pilotes « zéro-déchet »

Développement durable : 17ème Salon sur l'environnement de Pékin du 12 au 14 juin

Transports: Pékin déballe les vélos partagés abandonnés sur la voie publique

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Commerce : Accords de libre-échange entre Hong Kong et pays de l'ASEAN

Investissements : HSBC met en place un fond de 880 M USD pour des investissements dans les startups dans la Greater Bay Area

Transports : MTR ouvrira en juillet 4 nouvelles lignes ferroviaires directes entre Hong Kong et des villes chinoises

CONJONCTURE

Réserves de change: les réserves augmentent de + 6 Mds USD en mai à 3 101 Mds USD ; le RMB se déprécie de -2,5% en mai suite aux tensions commerciales croissantes avec les Etats-Unis.

Les réserves de change officielles chinoises ont augmenté de 6 Mds USD pour atteindre 3 101 Mds USD fin mai, contre 3 095 Mds USD fin avril.

L'annonce d'une hausse des tarifs américains appliqués aux exportations chinoises à destination des Etats-Unis mi-mai a conduit à une correction immédiate sur le marché des changes. Le RMB s'est déprécié de plus de 2% vis-à-vis de l'USD, convergeant rapidement vers la barrière psychologique de 7 RMB pour 1 USD. Si le gouverneur de la Banque centrale Yi Gang a réaffirmé qu'une certaine flexibilité du taux de change était nécessaire, indiquant que le RMB pourrait fléchir en-deçà du seuil de 7RMB/USD, la PBoC devrait cependant maintenir une politique de change visant à préserver la valeur externe de la devise chinoise.

En outre, la PBoC a annoncé le 11 juin son projet d'émissions de *bills* en CNH (RMB *offshore*) à HK fin juin. Ces émissions devraient rendre plus coûteuses les opérations d'emprunt et donc la spéculation à la baisse sur la devise chinoise.

Il convient de souligner qu'une dépréciation trop rapide du RMB pourrait affecter la confiance des agents économiques, entraîner des sorties de capitaux et compromettre la stabilité financière, contraignant la PBoC à prendre des mesures — intervention, management du fix et resserrement des contrôles de capitaux — et à signaler un nouveau prix plancher pour le RMB.

Prix : l'indice des prix à la consommation poursuit en mai le rebond initié en mars, à 2,7%, tirés par la hausse des prix des aliments (porc); la dynamique des prix à la production ralentit pour la première fois depuis 4 mois, en raison d'une baisse du prix du pétrole

En mai, l'indice des prix à la production (IPP) ralentit pour la première fois depuis 5 mois, à +0,6% en glissement annuel (g.a.) contre +0,9% en avril. Cette baisse s'explique par un ralentissement des sous-indices du secteur manufacturier, des matières premières (pétrole) et du secteur extractif (pétrole et gaz). Les sous-indices des autres secteurs sont restés relativement stables. Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%.

L'indice des prix à la consommation (IPC) poursuit le rebond initié en mars, à +2,7% en g.a. (contre +2,5% en avril) pour des raisons strictement conjoncturelles. La hausse des prix des aliments et de l'énergie expliquent en effet quasiment intégralement cette augmentation. En effet, l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) ralentit légèrement à +1,6% (g.a.) fin mai (contre +1,7% en avril), soulignant une demande intérieure en berne. Le sous-indice des prix des aliments se hausse à +5,8 % en g.a. en mai (contre +4,7 % en avril) tiré par la très forte augmentation du prix du porc (à +18,2% en avril contre 14,4% en avril et -4,8% en février) et du prix des fruits à +26% en g.a. (contre +11,9% en avril). Les prix du porc devraient poursuivre leur accélération dans les prochains mois avec la progression de la peste porcine africaine et le contingentement des importations.

Pour mémoire, le poids des prix du porc dans l'IPC est particulièrement important.

A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. L'objectif d'inflation pour 2019, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mars, est de 3%.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Finances publiques : le gouvernement relâche certaines conditions de financement des infrastructures pour stimuler l'investissement et la croissance

Dans une circulaire du 10 juin, le Conseil des affaires de l'Etat et le Comité central du Parti Communiste chinois (CPCCC) ont annoncé le relâchement des conditions d'émission d'obligations spéciales (*special purpose bonds*) au niveau local pour favoriser l'investissement dans les infrastructures. La circulaire souligne que les gouvernements locaux sont encouragés à accroître leur financement de projets de grande ampleur (par exemple le développement de la région Beijing-Tianjin-Hebei ou la construction de la *Yangtze River Economic Belt*). Le gouvernement a souligné que les autorités « superviseraient de près les risques de crédit sur ces investissements, pour que les projets sélectionnés disposent d'un retour sur investissement viable sur le plan financier ».

Les fonds levés par émission de *special purpose bonds* pourront ainsi être utilisés pour atteindre l'obligation d'apport en capital pour de tels projets, généralement entre 20-25% du financement total. En pratique, le gouvernement autorise donc les gouvernements locaux à considérer de la dette comme du capital, lorsqu'il s'agit d'investissements en infrastructure. Le plan vise spécifiquement les projets intervenant dans les secteurs ferroviaire, autoroutier, électrique et gazier. L'annonce a poussé les marchés financiers à la hausse. Le Shanghai Composite Index a augmenté de 2,8% cette semaine, à son plus haut depuis le 10 mai. Les valeurs du secteur de la construction ont particulièrement profité de l'annonce.

Pour mémoire, les *special purpose bonds* ne figurent pas dans le budget des gouvernements locaux. Par ailleurs, les intérêts comme le principal doivent être payés uniquement par les profits générés par le projet. De janvier à mai, les gouvernements locaux ont déjà émis un montant total de RMB 859,8 Mds (120 Mds USD) de *special purpose bonds*. En mars, le gouvernement avait augmenté le quota de ces obligations (porté à 2 150 Mds RMB contre 1350 en 2018) en vue de mieux contrôler par ailleurs la dette hors-bilan des gouvernements locaux (i.e. la dette imputable aux plateformes de financements ou *local government financing vehicles*).

Cette annonce pourrait signaler une priorité politique de plus en plus forte donnée aux mesures de soutien de court terme.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banque : la PBoC offre des garanties pour les NCDs émis par la Bank of Jinzhou

La Bank of Jinzhou, une petite banque (Actifs: 748 Mds RMB) basée dans la province du Liaoning a publié lundi un plan visant à émettre 2 Mds RMB (289 M USD) de NCDs (*negotiable certificate of deposit*) avec une maturité de 6 mois à un taux d'intérêt de 3,21%. Ces NCDs seront garantis par la PBoC par le biais de CRMW (*credit risk mitigation warrant*). Si la Bank of Jinzhou ne parvient pas à repayer les NCDs à maturité, China Bond Insurance, un fournisseur d'assurance-crédit appartenant à l'État et garanti par la PBoC, remboursera le solde. Cette mesure vise à apaiser les inquiétudes du marché sur le statut financier des petites banques, à la suite de la mise sous tutelle de Baoshang Bank, puis de la démission de EY, chargé de l'audit de la Bank of Jinzhou, au motif d'incohérences en matière de prêts dans son bilan. Actuellement, le gouvernement de Jinzhou détient 4,27% du capital de la banque et un proche des régulateurs a déclaré à Caixin que le gouvernement local envisageait une injection de capital dans la banque.

Pour mémoire, les NCDs, outil de financement du marché interbancaire, semblent quasi-exclusivement utilisés par les banques de petite et moyenne taille (jusqu'à 40% des fonds de petites banques proviendrait des NCDs). Les émissions de NCDs ont ralenti en fin mai à la suite de la mise sous tutelle de la Baoshang Bank par la PBoC. Si la PBoC a réaffirmé son soutien (en termes de liquidités) aux petites et moyennes banques, des doutes persistent quant à la santé des petits établissements bancaires. Le total des actifs des petites et moyennes banques a atteint 68 600 Mds RMB à fin 2018, représentant 26% de la part du marché totale des institutions financières, contre 18% en 2008.

A ce stade, 19 petites banques, y compris Bank of Jinzhou, n'ont pas encore publié leurs rapports annuels pour 2018 (certaines banques ne l'ont pas publié depuis deux ou trois ans). Les petites et moyennes banques subissent une pression croissante, les nouvelles règles sur le shadow banking imposant aux banques de mettre davantage de capital de côté afin de couvrir leurs actifs hors-bilan. En outre, certaines de ces banques se situent dans des régions particulièrement affectées par le ralentissement économique/ impactées par la guerre commerciale.

Pour mémoire, en octobre 2018, la PBoC a commencé à mettre en place des CRMW pour soutenir les émissions d'obligations par les entreprises privées afin de rétablir la confiance du marché suite à des défauts sur des obligataires d'entreprises. Néanmoins, les NCDs de Bank of Jinzhou seront les premiers NCDs interbancaires publiés dans le cadre de CRMW garantis par la PBoC.

Corruption : un directeur de la banque ICBC mis en examen par l'organisme anti-corruption

Fu Jie, directeur de la branche de Shanghai d'ICBC, première banque mondiale, a été mis en examen pour soupçons de corruption par l'organisme anti-corruption du PCC. Il a été temporairement remplacé par Gu Guoming.

La nomination a été annoncée par un représentant de la CCDI (*Central Commission for Discipline Inspection*) de la banque, et non par le PDG d'ICBC, Chen Siqing. Des sources haut-placées indiquent par ailleurs que la décision de la CCDI a été très soudaine, peu d'éléments indiquant une mise en examen avant l'annonce.

Cette décision fait écho à une multiplication des enquêtes anti-corruption menées par la CCDI, après la mise en examen de l'ancien directeur du régulateur des marchés financiers (CSRC), Liu Shiyu en 2019.

Ouverture financière : SWIFT a été autorisé à créer une filiale à part entière en Chine

Le 5 juin, SWIFT (société fournissant des services de messagerie standardisée de transfert) a obtenu l'agrément pour créer sa filiale en Chine. Fan Yifei, sous-gouverneur de la PBoC a déclaré que « la création d'une filiale chinoise à part entière par SWIFT constituait une étape importante pour l'amélioration des infrastructures financières (système de paiement, environnement juridique, normes comptables, anti-blanchissement etc.) ». Actuellement, le RMB se situe au cinquième rang des devises internationales, avec 1,88% des paiements traités par SWIFT en avril, contre 40,76% pour le dollar, 33,16% pour l'euro, 7,11% pour la livre sterling et 3,47% pour le yen japonais.

« SWIFT ne sera pas en concurrence avec CIPS (*Cross-border Interbank Payment System*). CIPS est un système de paiement alors que SWIFT est une plate-forme de transmission d'informations financières qui aide les banques et autres établissements de paiement à effectuer leurs opérations de règlement. En conséquence, SWIFT et CIPS devraient coopérer », a souligné Alain Raes, directeur général de SWIFT pour la région Asie-Pacifique et le Moyen-Orient.

Pour rappel, la PBoC a lancé en octobre 2015 la première phase du nouveau système CIPS conçu pour faciliter le règlement des transactions internationales et les investissements directs transfrontaliers en RMB, à travers des services de *clearing* de capitaux, de gestion de données et des services informatiques unifiés se rapprochant des standards de paiement internationaux (notamment le système américain Clearing House International Payment System ou CHIPS). (cf. Brève du 08/10/2015)

Fintech : Ant Financial a créé une coentreprise contrôlée avec Vanguard visant à étendre ses activités dans la gestion d'actifs

Ant Financial, une filiale d'Alibaba, a créé une coentreprise de services financiers avec une filiale de Vanguard – l'un des plus grands fonds communs au monde – à Shanghai. La coentreprise a été enregistrée avec un capital initial de 20 M RMB (2,9 M USD) et se concentrera sur les services de conseil en investissement. Ant Financial contrôlera la coentreprise avec une participation de 51%, tandis que la filiale de Vanguard détiendra le reste du capital. La société sera située dans la zone de libre-échange (*Free Trade Zone*) de Shanghai.

Ant Financial a été créée en 2014 en tant que fournisseurs de services de paiements tiers. Il exploite Yu'e Bao, le plus grand fonds monétaire au monde (géré en fait par Tianhong Asset Management), avec 1,13 Mds RMB (163 M USD) d'actifs. A l'heure actuelle, Ant Financial couvre de multiples services financiers y compris le service de paiements tiers et le courtage des titres, des fonds et des assurances. Ant Financial a obtenu presque toutes les licences de courtage financier mais la gestion de fonds reste encore un domaine assez restrictif en termes de régulations notamment pour les sociétés de Fintech. La coopération avec Vanguard est ainsi considérée comme un moyen pour Financial d'accéder à ce marché. D'autre part, avec un actif mondial de 5200 Mds USD, Vanguard, qui a créé sa filiale à Shanghai en 2017, envisage depuis longtemps d'étendre ses activités en Chine dans des domaines tels que le conseil financier. L'apport de Ant Financial, tant en termes de clientèle que de big data, favoriserait l'ambition de Vanguard de pénétrer le marché chinois.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce extérieur : nouvelle chute des importations chinoises en mai

Les douanes chinoises ont publié, le 10 juin, les chiffres du commerce extérieur au mois de mai. Alors que les importations s'étaient légèrement redressées au mois d'avril après quatre mois consécutifs de baisse, elles chutent de nouveau en mai (-8% en glissement annuel). Les exportations, de leur côté, progressent faiblement (+1% en g.a.). Au cumulé, sur les cinq premiers mois de l'année, les importations se replient de 4% en g.a., tandis que les exportations restent stables, aboutissant mécaniquement à un rebond de l'excédent commercial chinois (+38% - 130 Mds USD - sur 5 mois).

Le repli des importations chinoises en provenance d'Asie se révèle particulièrement marqué - à l'image des importations en provenance de Corée du Sud (-18%), du Japon (-16%) et de Taiwan (-8%) - tout comme la baisse des importations dans le secteur de l'électronique (baisse des importations totales de circuits intégrés de 11%). De manière plus inédite, les importations en provenance du Brésil marquent également le pas (-18%), alors que les importations chinoises de soja chutent de 32% en mai (en lien avec la peste porcine africaine qui frappe la Chine). Les importations de produits américains continuent leur décrochage (-27%), à la veille du rehaussement, par la Chine au 1^{er} juin, de ses tarifs sur 60 Mds USD de biens américains ([voir brèves de la semaine du 13 mai 2019](#)). Pour leur part, les importations en provenance de l'Union européenne (+2%) et de l'ASEAN (+3%) - les deux principaux fournisseurs de la Chine - se maintiennent.

Dans le sens des exportations également, les flux les plus dynamiques sont à destination de l'Union européenne (+6%) et de l'ASEAN (+3%). A l'inverse, les exportations vers Hong-Kong (-3%) et les États-Unis (-4%) reculent de nouveau, alors que 200 Mds USD d'exportations chinoises supplémentaires sont désormais soumises à des tarifs américains (à condition qu'ils aient été expédiés depuis le territoire chinois après le 10 mai - voir brèves de la semaine du 6 mai 2019). D'un point de vue sectoriel, les exportations de produits textiles progressent légèrement (+3%), contrairement à celles d'ordinateurs et de téléphones, qui reculent de 4%. Les exportations de terres rares diminuent, elles, de 19% au mois de mai en glissement annuel - une « fluctuation » qualifiée par le porte-parole du ministère du Commerce de « conséquence du marché », et non le résultat de nouvelles mesures de contrôle des exportations. Pour mémoire, il y a quelques jours, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) avait insinué qu'elle pourrait mettre en œuvre des mesures de restriction des exportations de terres rares vers les États-Unis (voir brèves de la semaine du 27 mai).

Contrôle des exportations : la NDRC chargée de présentée de nouvelles mesures de contrôle des exportations au titre de la sécurité nationale

L'agence de presse officielle *Xinhua* a annoncé, le 8 juin via un court communiqué, la mise en place prochaine d'un système de « *national technological security management list* », destiné à mieux encadrer les exportations chinoises de technologies sensibles. La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a été chargée de dévoiler, « dans un futur proche », les contours exacts de ces mesures, qui seront prises, précise l'agence officielle, en vertu de la Loi sur la sécurité nationale de 2015. Commentant cette actualité, le tabloïd *Global Times*, a affirmé que « de nouvelles armes juridiques étaient nécessaires pour opposer des contre-mesures aux actions des États-Unis », faisant référence - outre ce mécanisme - au projet de constitution d'une « *unreliable entities list* ». Celle-ci, annoncée le 31 mai dernier, a vocation à recenser les entreprises, organisations, ou personnes physiques étrangères qui « imposent sur des entités chinoises et pour des motifs non-commerciaux, des blocages ou d'autres mesures susceptibles de causer des dommages substantiels à l'industrie chinoise et de poser une menace potentielle à la sécurité nationale chinoise » (voir brèves de la



semaine du 27 mai 2019). Pour rappel, le ministère du Commerce chinois avait en outre présenté, en 2017, un projet de loi sur le contrôle des exportations, qui n'a toujours pas été soumis à l'Assemblée nationale populaire.

[Lire la dépêche de Xinhua](#)

Relations UE-Chine : vingt-et-unième cycle de négociations pour l'Accord sur les investissements

Le 21^{ème} cycle de négociations pour un Accord global sur les investissements UE-Chine s'est tenu du 11 au 14 juin à Pékin. Pour rappel, à l'occasion du dernier Sommet UE-Chine, les deux parties s'étaient accordées – dans le cadre d'une déclaration conjointe – pour engranger des « progrès décisifs » dans la négociation d'ici la fin de l'année 2019, dans le but de conclure un accord « ambitieux » en 2020.

Défense commerciale : relèvement drastique des droits anti-dumping chinois sur certains tubes et tuyaux en acier originaires de l'Union européenne et des États-Unis

Le ministère du Commerce chinois (MofCom) a annoncé, le 14 juin, le relèvement des droits anti-dumping que la Chine impose depuis 2014 sur certains tubes et tuyaux en acier originaires de l'Union européenne et des États-Unis. Désormais, la Chine appliquera des droits anti-dumping oscillant entre 58 et 61% pour les importations originaires de l'UE, et d'un niveau compris entre 101% et 148% pour les importations américaines. Selon le MofCom, une enquête de révision conduite l'année dernière avait conclu à la persistance d'un dumping de la part des producteurs concernés. Les droits antidumping précédents, parvenus à expiration début mai, oscillaient entre 13 et 14%.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : banni d'Android, Huawei prépare son système d'exploitation autonome

D'après Rosenblatt Securities, une institution financière américaine, Huawei est en passe de finaliser le développement de HongMeng, son propre système d'exploitation, lui permettant ainsi de s'affranchir d'Android. Un million de smartphones équipés du nouveau logiciel auraient ainsi déjà été distribués en Chine afin de mener des tests finaux à grande échelle.

La présence de Huawei sur la « liste des entités » du Département du commerce américain, qui recense les entreprises présentant un risque à la sécurité nationale, avait poussé Google à annoncer, le 20 mai 2019, la fin de sa collaboration avec l'entreprise chinoise. Cette décision, qui devrait prendre effet après un délai de trois mois, privera Huawei d'accès à Android, qui appartient à Alphabet, la société-mère de Google.

Cependant, il semblerait que le plan de développement d'une alternative à Android soit antérieur à ces sanctions. Un programme secret était en effet mené depuis 2012 par Huawei pour s'affranchir de l'écosystème Google et la récente décision aurait finalement précipité la mise à exécution de ce plan. Huawei se serait inspiré de la version open source d'Android pour développer HongMeng, ce qui devrait permettre aux utilisateurs de continuer à utiliser les applications proposées par Google Play Store.

La semaine dernière, Google a en outre alerté les autorités américaines sur le danger d'exclure Huawei de son écosystème, arguant que HongMeng poserait des risques à la sécurité nationale américaine car cette version pourrait être plus facilement piratée. Dans le cas où les sanctions seraient finalement levées, Huawei pourrait finalement renoncer au lancement de HongMeng, qui, d'après le [South China Morning Post](#), serait seulement considéré comme une alternative à Google et Windows. Ainsi, bien que différents noms aient déjà été déposés par Huawei dans plusieurs pays (y compris l'Union Européenne), la communication autour de la date de lancement officielle du nouveau système d'exploitation demeure confuse. Shao Yang, le directeur de la stratégie de Huawei, a indiqué cette semaine que cette date restait pour le moment secrète.

Crédit social : le Premier ministre chinois, Li Keqiang, annonce l'accélération du déploiement du système de surveillance des entreprises

Dans un discours au Conseil des Affaires de l'Etat, Li Keqiang a souligné le 12 juin 2019 la nécessité d'accélérer le développement du crédit social des entreprises. D'après le Premier ministre, l'utilisation du crédit social permettrait notamment une meilleure supervision des acteurs du marché, une compétition plus équitable tout en réduisant les coûts de transaction grâce à un meilleur accès à l'information. Le Premier ministre chinois a également insisté sur l'aspect punitif de ce système en évoquant la possibilité d'une « liste noire » permettant d'exclure du marché les entreprises ne se conformant pas à la régulation et aux standards en place. L'utilisation du big data, combinée à un meilleur partage d'informations entre les administrations, permettrait de réagir plus rapidement et de détecter les entreprises ciblées tout en « protégeant les secrets commerciaux et les données personnelles ».

De multiples programmes-pilotes de crédit social, visant les entreprises et les particuliers, sont actuellement mis en place par des administrations locales mais aussi par des entités privées,



notamment Tencent et Alibaba. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'avoir un système national opérationnel dès 2020 en intégrant les différentes structures existantes.

Parmi les plateformes commerciales déjà existantes, Sesame Credit (芝麻信用), le programme d'Alibaba, pénalise les fournisseurs dont les produits sont jugés défectueux ou non-conformes et favorise ceux ayant la meilleure offre. Les applications sont nombreuses : promotion des normes phytosanitaires et environnementales, lutte contre la contrefaçon, identifications des annonces frauduleuses etc... Ainsi, d'après une étude du Mercator Institute for China Studies (MERICS), 72% des personnes interrogées déclarent prendre en considération la note de crédit social des vendeurs et prestataires lors de leurs achats de biens et de services en ligne.

[Lire l'étude du MERICS](#)

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Aéronautique : les activités d'Airbus se renforcent en Chine

François Mery, le *chief operation officer* d'Airbus China a réitéré l'ambition d'Airbus de porter à 1Md USD la valeur des achats de l'avionneur auprès des acteurs de l'aviation civile chinoise d'ici à 2020. Celle-ci était de 631M USD en 2017. Il s'agit d'un engagement d'Airbus vis-à-vis de son accord de coopération avec la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC).

C'est dans cette optique qu'Airbus annonce un double renforcement de ses activités en Chine. D'une part, une nouvelle augmentation des cadences de sa ligne d'assemblage A320 à Tianjin, JV créée en 2008 avec AVIC et *Tianjin Port-free trade zone*, qui doit passer de cinq à six appareils A320 livrés chaque mois, dont le dernier model A320neo (réalisation d'un engagement contracté devant les présidents lors de la visite d'Emmanuel Macron en Chine en janvier 2018). D'autre part, la consolidation de son approvisionnement auprès de sa JV HMC à Harbin (détenue à 29% par Airbus et 71% par le constructeur chinois AVIC) qui obtient d'être le fournisseur exclusif de plusieurs équipements clés du programme A350 XWB.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance générale de montée en compétence des acteurs de l'aéronautique chinois, notamment à travers leurs partenariats avec les entreprises françaises du secteur. Ces décisions d'Airbus répondent aussi à l'accroissement des besoins aéronautiques locaux chinois, portés par le développement du marché chinois, le premier en importance pour Airbus (de 20 à 25% de ses livraisons d'appareils chaque année).

Développement durable : lancement d'un programme de 16 villes pilotes « zéro-déchet »

Suite à la publication du Programme des villes « zéro-déchet » par le Conseil des affaires d'Etat en janvier dernier, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a rendu public en avril une liste de 16 villes pilotes parmi lesquelles Shenzhen, la zone nouvelle de Xiong'an à proximité de Pékin et l'éco-cité sino-singapourienne de Tianjin. Le Président chinois M. Xi Jinping a souligné à plusieurs reprises l'importance du tri des déchets comme aspect essentiel de cette stratégie, tri qui devra être mis en œuvre dans 46 villes pilotes d'ici fin 2020.

Le MEE a publié en mai les quatre catégories de déchets identifiées comme indicateurs de mise en œuvre de la stratégie « zéro-déchet » : les déchets solides industriels, les déchets agricoles, les déchets de construction et de démolition ainsi que les ordures ménagères. Dans chaque ville, la diminution des sources des déchets, les capacités de recyclage et de décontamination seront des indicateurs suivis régulièrement.

Pour mémoire, une politique chinoise d'interdiction d'importation de déchets recyclables a été initiée en juillet 2017 puis progressivement renforcée et couvre maintenant une trentaine de catégories de déchets : plastiques, papiers, cartons, textiles, alliages métalliques, carcasses automobiles et de navires, etc.



Développement durable : 17^{ème} Salon sur l'environnement de Pékin du 12 au 14 juin

Le 17^{ème} Salon sur l'environnement de Pékin (CIEPEC) s'est tenu du 12 au 14 juin. M. LI Ganjie, Ministre de l'écologie et de l'environnement, et M. XIE Zhenhua, Ministre délégué pour le climat, l'ont visité le 12.

Le CIEPEC de Pékin a attiré cette année 500 entreprises chinoises et 200 entreprises étrangères spécialisées dans la prévention de la pollution de l'air, de l'eau et du sol, dans le traitement des déchets solides et dans la surveillance environnementale. Cette année les organisateurs ont réuni les huit entreprises françaises au sein d'un pavillon français.

Par ailleurs, différents événements ont été organisés en marge du Salon, parmi lesquels un séminaire franco-chinois d'échanges sur les technologies de la transition écologique. Ce séminaire bilatéral, labélisé au titre de l'Année franco-chinoise de l'environnement, a réuni le 13 juin une vingtaine d'entreprises françaises et chinoises qui ont saisi cette opportunité de nouveaux partenariats à venir.

Transports : Pékin déblaie les vélos partagés abandonnés sur la voie publique

Comme suite à l'augmentation continue des flottes de vélos partagés (vélos en libre-service sans attache), la Commission municipale des transports de Pékin vient d'intervenir pour corriger les externalités négatives induites par ces activités. Elle a annoncé mi-mai un « nettoyage » des chaussées des nombreux vélos endommagés, abandonnés (par exemple suite à la faillite d'une entreprise de partage) ou mal stationnés.

Jusqu'à la fin avril de 2019, plus de 1,9 millions de vélos partagés ont été mis à disposition à Pékin parmi lesquels plus de la moitié n'étaient jamais utilisés. Les services de maintenance et de recyclage des entreprises de partage ont manifestement été défaillants et les espaces publics tels que des trottoirs et des contre-allées se sont retrouvés progressivement encombrés de vélos abandonnés.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Commerce : Accords de libre-échange entre Hong Kong et pays de l'ASEAN

Les accords de libre-échange conclus entre Hong Kong et plusieurs pays de l'ASEAN (Laos, Myanmar, Thaïlande, Vietnam) sont entrés en vigueur le 11 juin. Les accords sur la protection des investissements avec ces mêmes pays entreront en vigueur le 17 juin. Les négociations de libre échange et de l'accord sur les investissements ont débuté en juillet 2014 et se sont conclues en septembre 2017; avec une signature le 12 novembre 2017.

Les accords conclus avec les autres pays de l'ASEAN (Brunei, Cambodge, Indonésie, Philippines, Malaisie) prendront effet plus tard.

Investissements : HSBC met en place un fond de 880 M USD pour des investissements dans les startup dans la Greater Bay Area

HSBC a annoncé la création du fond « GBA+ Technology Fund » qui investira principalement dans des startups innovantes en Chine continentale, Hong Kong et Macao. Ce fonds s'intéressera aux secteurs du e-commerce, de la FinTech, de la robotique, des biotechnologies et de la santé.

Transports : MTR ouvrira en juillet 4 nouvelles lignes ferroviaires directes entre Hong Kong et des villes chinoises.

Le 11 juin, MTR, l'entreprise publique qui gère le métro de Hong Kong et le train à grande vitesse vers la Chine, a annoncé l'ouverture en juillet 2019 de quatre lignes quotidiennes directes depuis Hong Kong pour les villes chinoises de Tianjin, Chongqing, Nanning et Zhaoqing qui utiliseront le réseau grande vitesse.

Pour rappel, la liaison ferroviaire ouverte en septembre 2018 (projet qui a coûté 9,5 Mds EUR) est opérée par MTR jusqu'en 2028, dans le cadre d'une concession de China Railway Corporation (CRC). CRC récupère 5 à 55% des prix du billet, selon la destination, en plus des 30,5 M EUR versés par MTR chaque année pour utiliser la ligne. Cette ligne est sous utilisée avec 48 000 passagers quotidiens contre une prévision de 80 100.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Thomas Harbor, Camille Bortolini, Antoine Moisson, Lianyi Xu, Ghislain Lunven, Valérie Liang-Champrenault

Revu par : Pierre Martin, Julien Dumond, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour

Responsable de publication : Philippe Bouyoux